

NOUVELLES

CSN

Numéro 333

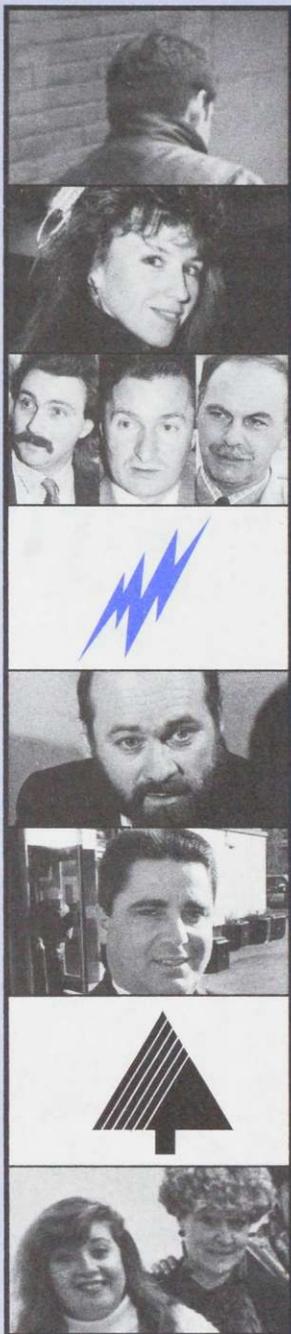
15 novembre
1991



CSN

L'ENFER

*«Le pire, ce n'est pas
ce que la drogue m'avait fait.
Le pire, c'est ce que la drogue
m'avait fait faire:
abuser de la confiance
de mes camarades
et frauder mon syndicat
pour payer ma coke.»*



Alcool, drogues, médicaments: problèmes personnels, problèmes de société **3**
 On peut voir la situation sous l'angle strictement économique: ce sont des milliards de dollars qui sont en cause. Mais derrière ces dollars, derrière ces statistiques, il y a des drames. Il y a aussi celles et ceux qui aident, qui soutiennent, qui réconfortent.

Des sièges... à la hauteur **6**
 Alors que l'homme a mis le pied sur la lune il y a déjà 22 ans, les caissières travaillant dans les supermarchés n'ont pas encore de sièges adéquats pour accomplir leur tâche. La Fédération du commerce organise un colloque et mobilise pour que ça change.

Le mode d'emploi **8**
 Plusieurs en parlent, trop peu agissent. En attendant, le chômage ne cesse d'augmenter et les emplois se font toujours rares. Est-il possible d'avoir un oeil "régional" sur cette question? On en a discuté au Forum sur l'emploi.

Watts!!! What? **10**
 Le débat est parti tout de travers et nul ne sait comment tout cela va se terminer. Avons-nous besoin de l'énergie hydroélectrique de Grande-Baleine? Et si nous en avons besoin, à quelles conditions le projet peut-il se réaliser?

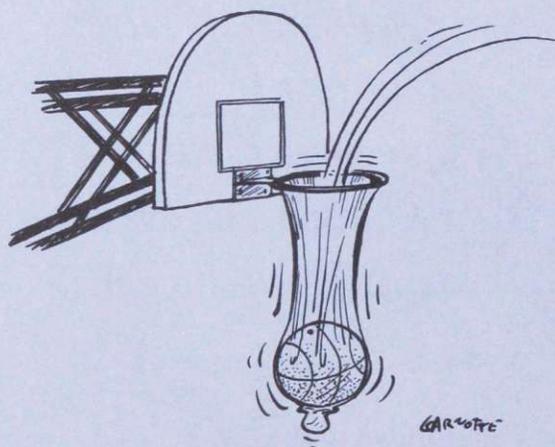
Quand le bâtiment ne va pas **12**
 L'une des premières industries touchées par la récession, c'est la construction. Ce mois-ci, 50 000 travailleurs de la construction sont en chômage. La CSN-Construction propose un plan de relance.

Retraités heureux... ou chômeurs? **13**
 La STCUM a un plan pour régler son problème à court terme. Le syndicat de l'entretien n'en veut pas, préférant une solution à long terme.

La FTPF en congrès **14**
 Les industries reliées à la forêt traversent une période difficile: les hommes et les femmes qui y travaillent aussi. Réunis en congrès, les délégués de la FTPF ont fait le point.

Après quinze mois de grève... **15**
 Des objectifs atteints dans une proportion qui a amené un vote d'acceptation de 87%: c'est ainsi que se solde une grève de plus de quinze mois à la Caisse populaire de Brossard.

LE NOUVEAU PANIER DE
 "MAGIC" JOHNSON...



Coordination
 Henri Jalbert
 (514-598-2160)

Rédaction
 Michel Crête
 Guy Ferland
 Louis-Serge Houle
 Henri Jalbert
 Thérèse Jean
 Luc Latraverse
 Lucie Laurin
 Jean-Pierre Paré
 Michel Rioux
 Jacqueline Rodrigue

Collaborations
 Clément Trudel
 Pierre Vadeboncoeur

Conception graphique
 Jean Gladu

Infographie
 Jean Gladu
 Henri Jalbert
 Sophie Marcoux

Photographe
 Alain Chagnon
 Laurent Gladu

Caricaturiste
 Garnotte
Impression
 Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Distribution
 L'équipe de distribution CSN

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Les syndicats locaux ont l'autorisation (et notre encouragement) d'en reproduire le contenu. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

Rédaction: 514-598-2160 Distribution: 514-598-2233
 Numéro central: 598-2121

L'ENFER

DE LA POUDRE

Par Michel Rioux

C'est par milliards de dollars qu'on calcule les conséquences économiques de la consommation excessive d'alcool, de drogues et de médicaments. Coûts sociaux au chapitre de la santé, coûts en terme de productivité: la société paie un prix énorme pour contenir les débordements de ce mal de l'âme collective.

Les statistiques éclairent notre réalité d'aujourd'hui comme autant d'immenses projecteurs rouges braqués sur une scène où se joue un drame auquel à peu près plus personne ne peut prétendre pouvoir échapper.

Car derrière toutes ces statistiques qui alignent des colonnes de chiffres, qui empilent les dollars par milliards, qui additionnent les maladies mortelles, qui multiplient les gains du

crime organisé, il y a des drames humains. Des drames personnels. Des drames familiaux.

Il n'y a plus de milieux qui y échappent et le monde syndical est lui aussi obligé de regarder la situation bien en face. Avec lucidité et courage.

Le temps n'est plus où on pouvait encore faire semblant de croire que les problèmes reliés à l'alcoolisme et aux autres toxicomanies étaient d'ordre personnel. C'est toute la société qui est interpellée.

Le 18 novembre, l'Opération Jamais Seul était lancée. La CSN s'y est associée et sollicite tous ses syndicats affiliés pour qu'ils y participent activement. Il s'agit de la plus grande opération de sensibilisation, d'information et de prévention sur la consommation excessive jamais lancée au Québec.

A huit heures, un vendredi soir, Robert* me reçoit dans son appartement, au deuxième étage d'un édifice à logement de la banlieue montréalaise. Dans une rue où tous les édifices sont semblables. Une vingtaine de couches de coton sèchent à une corde, le long du corridor qui conduit à la cuisine. «*Ma femme prend soin de l'environnement. Elle ne veut pas de couches de papier*», me dit-il en souriant. Nous nous étions parlé par téléphone quelques heures auparavant. Concurrencés, cependant, par une petite fille qui voulait elle aussi participer à la conversation... Nous avons donc convenu de nous voir quand la petite serait au lit. Travaillant de nuit dans son usine, il n'est pas de faction le vendredi soir.

L'homme est trapu et respire la force. Il se dégage de lui cette espèce de sérénité qu'on imagine à ceux qui survivent à l'écrasement d'un avion. Des yeux qui brillent, comme doivent briller les yeux de ceux qui ont été privés de lumière pendant longtemps. N'empêche qu'à plusieurs reprises, au cours des trois heures de conversation, sa gorge s'est serrée et ses yeux se sont embrumés.

Le gars est brillant. Il s'exprime avec

beaucoup de conviction. Le leadership qui l'habite transpire dans chaque geste. Il a pourtant gâché beaucoup de choses dans sa vie. Il a beaucoup perdu. Il a failli tout perdre.

«*Ça m'a fait du bien en maudit d'en parler*», m'a-t-il dit en me serrant la main, au seuil de la porte.

Le départ

«*Aujourd'hui, quand je revois ce qui s'est passé, je me rends compte que ce que j'ai vécu, c'est l'enfer. Non. À vrai dire, même quand j'étais encore là-dedans, quand je le vivais, dans mes rares moments de lucidité, je savais déjà que je vivais un enfer. Tu ne peux pas savoir ce que c'est ce sentiment qui te poigne quand tu te regardes dans le miroir, au petit matin, et que tu vois un gars qui vient de flamber \$300 de coke dans sa nuit: tu t'haïs. Tu t'haïs encore plus quand tu penses que ce \$300, tu l'as pris dans la caisse de ton syndicat. Tu t'écoeures tellement que tu repars chercher de la poudre pour ne plus y penser.*

«*Ça commence de façon bien sournoise.*

«*Une journée, avec des chums, tu tires une*



ligne. Tu aimes l'effet. Tu n'y penses plus pendant quatre ou cinq mois. Là, tu en tires une autre. Puis une autre. Puis encore une autre. Pas de problème: c'est toi le plus fort. T'es président de ton syndicat. Les membres te suivent les yeux fermés. Tu te dis que n'importe quand, tu peux arrêter. T'es plus fort que la coke. "Y a rien là", que tu te dis. Mais c'est là que tu es perdu. Elle vient de te piéger, la coke.»

L'enfer

«Combien de fois j'ai lancé mon sac de poudre au bout de mes bras en me jurant que plus jamais je n'y retoucherais? Je ne le sais plus. Je me suis vu couler toujours plus au fond, sans avoir le "guts" de me l'avouer. C'est fou ce qu'on devient manipulateur. Ça se peut pas les gamiques qu'on invente pour se payer de la poudre, les menteries qu'on fabrique pour justifier la course à la poudre. Quand tu gagnes \$400 par semaine et que juste la coke t'en coûte \$800, et qu'il t'en faut, tu fais n'importe quoi. Toutes les raisons étaient bonnes pour retarder le paiement des cotisations. J'avais une bonne réputation. Le monde s'en faisait pas trop avec moi. Je me sentais coupable, mais j'étais pas capable de trouver de solution.

«Pour un trip de six mois, j'ai flambé \$40 000. J'ai hypothéqué ma vie pour quinze ans. Je rembourse ma dette: \$400 par mois. J'ai été

obligé de déclarer une faillite personnelle. Aujourd'hui, j'ai plus de nom. Ça fait six ans que je n'ai plus de nom. Je ne peux rien signer, plus rien emprunter. C'est dur pour l'ego d'un gars. Il ne me restait que deux paiements à faire sur mes meubles. Une maison, pour ma femme et la petite? C'est pour plus tard.»

La remontée

«Quand la vérification de la CSN est arrivée, à cause des cotisations qui n'avaient pas été payées depuis des mois, je leur aurais quasiment donné la main. J'avais envie de leur sauter au cou. Ça faisait longtemps qu'en-dedans de moi-même, je les attendais. Je savais que la fin de mon supplice arriverait quand je me ferais prendre.

«J'ai coupé avec tous mes anciens chums. Ils ont tous perdu leurs jobs. Il y en a un qui est en-dedans: il a tué un gars.

«À l'usine, ça n'a pas été facile. Ce que j'ai fait, je sais que ça reste dans la tête de mes camarades. Ils m'avaient tellement fait confiance! Mais ça commence à se replacer.

«Celui qui m'a sauvé, c'est Fernand Lévesque. Où je serais aujourd'hui si Fernand ne m'avait pas aidé? J'aime autant ne pas y penser. Ma femme ne m'a pas lâché. Notre fille est arrivée. C'est ce qui compte.»



Des travailleurs de rue

Quand ils s'endorment le soir, l'un et l'autre sont souvent aux prises avec des problèmes qui, en principe, n'ont rien à voir avec leurs responsabilités syndicales.

Fernand Lévesque est conseiller syndical au service de l'organisation de la CSN. Richard Lapointe est conseiller syndical à la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ). Mais, immanquablement, c'est l'un ou l'autre, quand ce n'est pas les deux, qui arrivent à la rescousse quand des problèmes liés à l'alcool et aux drogues se posent. Aussi bien à la CSN que dans les syndicats affiliés.

«Les conseillers nous appellent parce qu'ils ne savent pas quoi faire avec une situation difficile. Les syndicats non plus ne savent pas quoi faire. Rares sont les endroits où existent des programmes d'aide aux employés. De ce point de vue, on est pas mal démunis dans le mouvement»,

déplore Fernand Lévesque.

Mais à les écouter parler, on finit pas se dire: et si ce n'était que ça!

Quelqu'un vit une période difficile à la suite du suicide de son frère. Ils s'en occupent. Un cas de sida se présente. Tout naturellement, on leur demande de le prendre en charge. Une autre est perturbée parce que sa fille s'est fait avorter. Ils la soutiennent. Quelqu'un entre dans le bureau: le petit va mal à l'école...

Redonner la liberté

Quand ils interviennent auprès de quelqu'un aux prises avec des problèmes de consommation excessive, l'objectif est de lui redonner sa liberté. Richard Lapointe explique: «On ne prône pas un retour à la prohibition. Ce qu'on réclame, ce sont des structures et des programmes pour pouvoir répondre à des besoins criants. Il faut être organisés pour aider celles et ceux qui ont des problèmes. Et il faut s'occuper activement de prévention.»

Il poursuit: «Quand quelqu'un est accroché — à l'alcool, à la dope, aux pilules — ce n'est plus une personne libre. Pour certaines personnes, il leur faudra frapper un mur avant de commencer à accepter de vouloir se reprendre en main. On ne réussit pas toujours. Mais quand on aide quelqu'un à s'en sortir et que la personne tient bon, on se dit qu'on n'a pas perdu notre temps.»

Se donner des moyens

Fernand Lévesque hausse le ton: «Si on dit que la situation est urgente, que c'est un problème de société, il faut qu'on se sente concernés ici aussi, à la CSN. Veut, veut pas, on ne pourra plus se contenter d'interventions à la pièce, qui reposent essentiellement sur la bonne volonté de deux gars dont ce n'est même pas la job de faire ça!»

Au fur et à mesure que la conversation se déroule, l'un

et l'autre se rappellent de cas où ils ont été appelés par des syndicats complètement désarmés: congédiements pour alcoolisme, trafic de dope dans l'usine, grève illégale pour sauver un gars congédié parce que trouvé saoul au travail, etc. Et la psychologie nécessaire à chaque fois: «Un alcoolique a un bac en manipulation. Un gars sur

la coke, c'est une maîtrise qu'il a», de dire Fernand Lévesque. Il leur arrive de devoir être durs avec les hommes et les femmes aux prises avec des problèmes de consommation. «On peut les aider. Mais on peut pas arrêter de boire ou de se doper à leur place», disent-ils. Par contre, quand quelqu'un se relève et réussit à s'en sortir, on devrait l'aider à

réintégrer non seulement la société, mais aussi faciliter son retour au travail, estiment-ils.

À la fin de l'entrevue, ils s'inquiètent. Leur téléphone va sonner encore plus souvent, pensent-ils. Et s'ils avaient plus de moyens pour pouvoir répondre?

Opération Jamais Seul

Une opération d'une grande envergure a été lancée dans la semaine du 18 au 23 novembre. Elle vise à prendre les grands moyens pour sensibiliser l'ensemble de la population aux problèmes causés par la consommation excessive d'alcool, de drogues ou de médicaments. La *Fondation Jamais Seul*, qui a été mise sur pied, recueillera des fonds pour financer des campagnes publicitaires dans un objectif de prévention.

Plusieurs organismes publics et privés ont déjà donné leur appui à cette opération: les ministères de la santé à Québec et à Ottawa, la Ville de Montréal, la Conférence des évêques. D'autres viendront se joindre. Les plus importants médias d'information du Québec se sont engagés à diffuser les

messages d'*Opération Jamais Seul*. Le président de la CSN Gérard Larose sera l'un des co-présidents du conseil d'administration de la fondation.

Les instances de la centrale ont accepté en septembre de participer à l'opération. Les organismes et les syndicats seront sollicités sous peu pour contribuer, sur une base volontaire, à cette démarche. On suggère un montant de \$50 par organisme et les syndicats sont invités à verser \$35, plus \$15 par tranche de 25 membres. C'est la CSN qui recueille l'argent; chaque syndicat sera informé de l'objectif qui lui est fixé.

C'est le Conseil central des Bois-Francs qui, le 23 septembre, a été le premier organisme à contribuer à *Jamais Seul*.



POUR LES CAISSIÈRES

UN SIÈGE À LA HAUTEUR

par Henri Jalbert et Lucie Laurin

Pour le commun des mortels, c'est une question de gros bon sens. Mais malgré l'apparente justesse de la cause, rien ne sert de rêver: les patrons ne prendront jamais l'initiative de procurer à leurs caissières un environnement de travail qui préserve leur santé et leur intégrité physique et ce, même si on fait appel à leur sens social. C'est pourquoi, au terme de trois ans de péripéties judiciaires, la Fédération du commerce a engagé une action syndicale afin que la décision de la CALP accordant des sièges aux caissières du Provigo de Port-Cartier profite à leurs 2000 consoeurs membres de la FC-CSN.



Au cours d'un colloque intitulé *Un siège à la hauteur* et tenu les 11 et 12 novembre à Québec, environ 125 caissières de marchés d'alimentation se sont retrouvées pour faire le point et adopter un plan d'action. «L'objectif immédiat de ce plan, c'est d'obtenir un siège pour toutes les caissières», a déclaré Lise Poulin, présidente de la Fédération du commerce. Il faut d'abord aller au plus urgent.»

Le plus urgent, c'est de soulager les nombreuses caissières qui trouvent difficile de travailler debout. Une enquête menée par le service de génie industriel de la CSN auprès de 297 caissières a révélé que 58,2% d'entre elles identifient la station debout comme la condition de travail la plus difficile. Des chiffres qui n'ont rien d'étonnant si l'on sait que 40,7% ont des problèmes de varices et que 44,8% souffrent

d'enflures au niveau des chevilles ou des pieds. En outre, 49,2% des caissières interrogées

ont déclaré avoir déjà consulté un médecin pour un problème de santé relié à leur travail.

Ça serait bon de s'asseoir!



Colette Leblanc

«Ça serait bon de pouvoir s'asseoir, parfois, quand on est deux heures d'affilée debout sans bouger à la caisse! C'est sûr que si, à ce moment-là, on avait un siège, on s'en servirait», déclare Colette Leblanc, qui travaille à la Coop L'Éveil de Fatima, aux Îles de la Madeleine.

Au sein de l'équipe, seule une travailleuse est toujours à la caisse. Elle souffre d'ailleurs de douleurs aux pieds. Les autres font un peu de tout, et ne se trouvent jamais plus de deux heures à la caisse. Mais même si le problème n'est pas criant et répandu comme ailleurs, le syndicat a l'intention de s'en occuper et de prévenir les maux.

Colette Leblanc aime travailler à la caisse. Raison de plus d'améliorer les conditions de travail reliées à ce poste: «Ce que j'aime, c'est la communication avec les gens. Les clients sont attachés à toi comme tu l'es à eux, ils te le montrent. Quand ils se sentent en confiance, tu le sens. Pour moi, c'est important. Je me sens utile.»

Un gain à multiplier

Les participantes étaient nombreuses à vouloir essayer les prototypes de sièges proposés par l'ergonome Nicole Vézina, qui a conseillé le syndicat du Provigo de Port-Cartier dans ses représentations devant la CSST. «Pendant plus de 75% de leur temps de travail, les caissières ont les deux pieds dans le même petit carré d'espace, a constaté la chercheuse. Or, dans ce petit carré, on peut placer un siège.»

Pour leur part, les caissières du Provigo de Port-Cartier pourront bientôt s'asseoir, l'inspecteur de la CSST ayant donné à l'employeur jusqu'au 1er décembre 1991 pour fournir aux caissières le type de siège qu'elles ont choisi. Un gain majeur, que la Fédération du commerce a voulu voir multiplié en lançant dans ses syndicats une vaste campagne de sensibilisation et de revendication.

La vie de caissière

Y a de ces matins où tu rentres travailler à reculons,
de ces samedis où t'es fatiguée avant de commencer.

Tu serres tes affaires dans la salle de repos, tu vas chercher ton tiroir-caisse,
puis tu punches quelques minutes avant l'heure fatidique.
Parce que le patron veut que tu sois là, tout sourire, à l'heure pile.

Les clientes, les clients arrivent. Faut sourire. Les conversations sont souvent
superficielles, mais il faut essayer de les rendre les plus chaleureuses possible.
C'est bon pour le magasin. Parfois, c'est bon pour le moral.

Mais il y a des fois! Tiens, celle qui te souffle la fumée de sa cigarette au visage.
Ou encore celui qui te prend pour la bonne:
«Donne-moi ça, pis donne-moi ça, pis donne-moi ça».
Pire encore, ceux qui tirent le p'tit change sur le comptoir,
qu'il faut que tu ramasses pièce par pièce sous leur regard indifférent!
Puis là, tu te fermes la boîte... parce que le client a toujours raison.

Parfois, tu remplaces à la caisse de courtoisie. Vous connaissez la caisse rapide?
Pas toujours si rapide! Parce qu'à part les *clients-six-items-ou-moins*,
t'hérites des retours de bouteilles,
de la vente des cigarettes, du kiosque d'information.
C'est pas une caissière qu'il faudrait, c'est une pieuvre.

Et le patron qui surveille.

Il est nerveux, il est fatigué, il est fébrile, il annonce ses spéciaux au micro.
Il faudrait que tout marche en même temps.
Faut produire pour qu'il soit moins nerveux.

S'il te voit rien faire, il se dit qu'il va vérifier ton *reading de caisse*,
qu'il va savoir ton nombre de clients à l'heure,
ton nombre d'items enregistrés à la minute,
si tu connais tous tes codes par coeur.
Si t'es celle dont le rapport de caisse balance le mieux,
tu vas avoir un bravo sur ton rapport.
Chanceuse, va!

T'as pas de client? Tu frottes ta caisse.
Sans ça, il va t'envoyer la chef-caissière: elle va t'en trouver de l'ouvrage.
Ça porte pas chance de ne pas toujours avoir l'air
de la petite abeille qui bourdonne.

T'asseoir de temps à autre sur un p'tit banc,
ça ferait peut-être ton bonheur! Mais paraît que les temps sont durs,
que les patrons font pas beaucoup d'argent.
Ils ont des difficultés financières, qu'ils disent.

Des petits trucs contre la douleur

Ann Jauvin travaille comme caissière les jeudi et vendredi soir et le samedi, au marché d'alimentation Marchand, à Saint-Constant, rive sud de Montréal. «C'est un horaire d'étudiante», lance-t-elle. D'ailleurs, les gens se disent que les étudiantes, ça ne travaille pas beaucoup, donc ça ne peut pas avoir mal en quelque part.»



Ann Jauvin

Pourtant, des bobos, Ann en a. Les douleurs aux jambes et dans le bas du dos, le point de fatigue au milieu du dos, elle connaît. À cela s'ajoute un élancement dans l'épaule gauche à chaque fois qu'elle doit déposer un aliment sur la balance, qui est placée trop haut et trop loin de la caisse.

Alors, Ann développe de petits trucs pour atténuer la douleur ou l'empêcher de poindre: «Je travaille collée à ma caisse et je grimpe pour poser les aliments sur la balance, de façon à donner une chance à mon épaule; souvent, aussi, je pose le pied sur une pièce surélevée pour déplacer mon poids et soulager mon dos.»

Ann sait bien qu'elle n'est pas seule à connaître des problèmes de santé. Sans avoir mené d'enquête, elle sait déjà, pour l'avoir entendu dire, que quatre caissières de ses consoeurs — sur une douzaine environ — suivent un traitement pour soulager leurs varices.

LE FORUM POUR L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS

Du difficile exercice de la concertation

Par

Louis-Serge Houle

À l'initiative du Forum pour l'emploi, plus de 700 personnes provenant des milieux coopératif, municipal, syndical, universitaire, patronal, etc., se réunissaient au Palais des congrès de Montréal, les 5 et 6 novembre, deux ans jour pour jour après le premier colloque, pour discuter des stratégies et des outils de développement de l'emploi aux niveaux local, régional et national; mais la concertation au niveau local, ça ne se fait pas tout seul. Elle demande l'implication de tous ceux et celles qui ont à coeur le développement de leur région. Voici trois exemples des difficultés rencontrées par des intervenants socio-économiques qui tentent de concerter les efforts de leur milieu dans la poursuite d'objectifs communs.

Trois-Rivières

«Les principaux acteurs sont absents»

«Peut-on parler de véritable concertation dans notre région si deux acteurs majeurs refusent de s'asseoir avec nous?». Pour le président du Conseil central de Trois-Rivières, Guy Rousseau, il sera difficile de solutionner le problème du chômage dans la Mauricie si les grandes entreprises et le gouvernement du Québec ne participent pas à la table de concertation régionale.

«Ce sont eux qui détiennent les leviers politiques et financiers nécessaires à la création d'emplois. Malgré nos appels répétés, les grandes entreprises de la région ne semblent pas intéressées à discuter avec nous du développement économique de la région et c'est bien dommage». Selon lui, les Kruger, Reynolds, Consol et autres grandes sociétés ne sont préoccupées que par leurs propres performances et c'est ce qui expliquerait leur peu d'empressement à s'asseoir avec les autres intervenants de la région. «On a l'impression qu'elles se disent: "tant mieux si l'économie régionale progresse, sinon tant pis"», déplore-t-il.

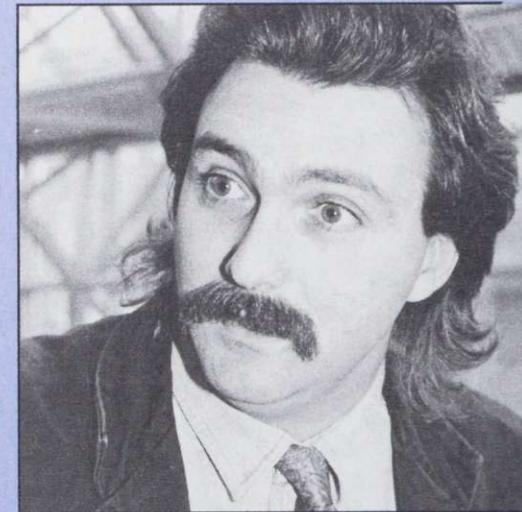
Le Conseil central de Trois-Rivières multiplie les efforts pour créer des lieux de rencontre avec les divers intervenants socio-économiques. «La CSN a été parmi les premières à participer aux démarches de concertation au Québec. Les employeurs s'aperçoivent qu'on possède une expertise, que les

travailleuses et les travailleurs ont quelque chose à dire, que nous sommes crédibles!»

Élargir les solidarités

Guy Rousseau note que la situation économique a imposé l'élargissement des solidarités, autrefois limitées aux groupes syndicaux et populaires. «La récession a poussé les partenaires régionaux à s'asseoir à la même table et à discuter des vrais problèmes». À Trois-Rivières, le forum régional pour l'emploi a été le prélude à la formation de la table régionale de l'emploi, à laquelle participent les représentants des municipalités, des PME, ainsi que des organisations populaires et syndicales.

«Nous devons développer un plus grand rapport de force dans la région



Guy Rousseau

pour faire bouger les grandes entreprises et le gouvernement. Aussi, notre première tâche a été de s'entendre entre nous sur un discours et sur des priorités. Ensuite, nous nous sommes donné des outils pour consolider notre mouvement», explique-t-il.

La table régionale a produit un bulletin, *Le mode d'emploi*, publié à l'attention des intervenants socio-éco-

nomiques, qui porte, entre autres, sur la formation professionnelle et l'emploi. Elle prépare également des sessions de formation et des séminaires pour élaborer des solutions concrètes aux problèmes qui ont été soulevés, le premier étant le chômage.

«Il faut que l'emploi devienne notre leitmotiv. Nous devons considérer toutes les expériences créatrices d'emplois, dont les coopératives, particulièrement si elles se retrouvent dans le secteur secondaire», conclut Guy Rousseau.

Sherbrooke

En finir avec la «concertation polie»

Un des pièges qui guette les démarches de rapprochement entre les intervenants socio-économiques d'une région est la «concertation polie», que s'empresse de dénoncer le président du Conseil central de Sherbrooke, Janvier Cliche.

«Dès qu'il y a de l'argent sur la table, certains groupes tentent de s'arracher les plus belles parts, selon leurs propres intérêts. Ce n'est pas ce qu'on appelle une véritable concertation pour trouver des solutions aux problèmes auxquels notre région est confrontée. Il faut cesser de vouloir faire plaisir à tout le monde; il faut plutôt établir des stratégies en fonction de priorités que nous aurons élaborées».

Pour éviter de tomber sur cet écueil, le président du conseil central propose que les montants d'argent des sommets annuels soient mis à la disposition des régions. Pour l'Estrie, ces montants atteignent \$2 millions par année. Si l'Association de concertation et de développement de l'Estrie (ACDE), qui regroupe les représentants des municipalités, des députations, des entreprises et des groupes communautaires et syndicaux, pouvait disposer de ce fonds régional, le développement de la région n'en serait que facilité.

Lors d'un colloque régional qui réunissait près de 300 personnes, en octobre 1990, l'ACDE a établi trois axes sur lesquels doit s'appuyer le dévelop-



Janvier Cliche

pement de l'Estrie: l'environnement, la formation professionnelle et l'emploi.

«Le problème majeur dans l'Estrie, comme dans l'ensemble du Québec, c'est l'emploi, explique-t-il. Aussi, tous les projets qui peuvent générer des emplois doivent faire l'objet d'une attention toute particulière. Jusqu'ici, nous avons réussi à nous concerter sur des objectifs communs. Notre travail consiste maintenant à adapter les programmes gouvernementaux à nos priorités, dont ceux qui concernent la mise en valeur des ressources humaines et, dans un même élan, à faire pression auprès du gouvernement afin qu'il nous donne les moyens de fonctionner en nous octroyant les montants qui ont déjà été convenus».

Mis sur pied en 1985, l'ACDE, dont Janvier Cliche est également le président, est un partenaire actif au forum régional de l'emploi.

Laurentides

Ne pas disperser les énergies

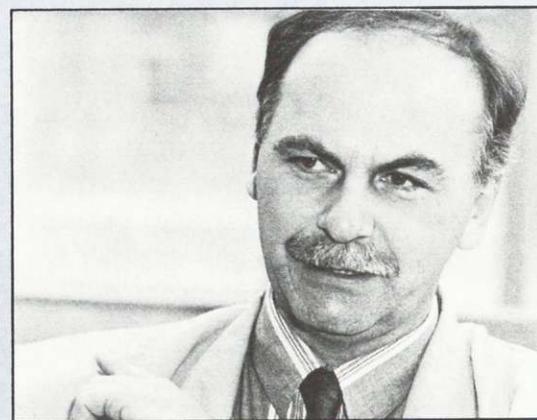
Ce n'est pas facile de se concerter quand les intérêts politiques dominent l'ensemble des discussions portant sur le développement régional. Dans les Laurentides, deux organismes, l'un fédéral et l'autre regroupant les principaux acteurs socio-économiques, se disputent l'appui des intervenants et pilotent, chacun de leur côté, des dossiers similaires auprès des mêmes ministères.

«Nous constatons malheureusement que le fédéral nuit énormément à nos efforts de concertation, déplore le

président du Conseil central des Laurentides, Gilles Turcotte. L'action du Comité d'aide au développement des collectivités, un organisme fédéral, a pour effet de freiner ce que nous entreprenons pour valoriser la région».

Faudra-t-il concerter les organismes de concertation? La question fait sourire Gilles Turcotte, qui reconnaît que des efforts devront être mis pour canaliser toutes les énergies et les ressources financières et ne tenir qu'une seule table de concertation régionale. «Environ 25% de la main-d'oeuvre active est sans travail. Nous n'avons plus tellement de choix: nous devons arrêter de nous tirer dans le pied!».

Formée à la suite du forum régional pour l'emploi, la Corporation de développement des Laurentides a mis en place des tables de concertation sur des thèmes précis. L'objectif consistait à rapprocher les membres autour de priorités communes. «La volonté du milieu de contribuer ensemble de façon active au développement régional était là. Nous avons alors décidé de poursuivre une démarche de réflexion afin d'approfondir certains dossiers particuliers concernant le développement de l'emploi et du marché du travail. Nos préoccupations majeures sont de conserver les emplois créés et d'obtenir les



Gilles Turcotte

programmes de formation adéquats».

Un plan d'action a été élaboré comprenant une lutte contre le travail au noir dans les industries de la construction et de l'hôtellerie et la création d'un «guichet unique» réunissant toutes les mesures d'aide aux entreprises ainsi que les programmes de formation (Centre de formation professionnelle, CEGEP, assurance-chômage, etc.) sous un même chapeau.

«Tous les intervenants des Laurentides ont pris conscience de l'ampleur des problèmes. Il nous reste maintenant à convaincre les organismes fédéraux de ne plus faire cavalier seul et de participer à nos démarches».

MÉGAWATTS OU NÉGAWATTS

À l'occasion du colloque CSN sur *l'Environnement et les syndicats*, *Nouvelles CSN* brosse un court tableau de la problématique qui entoure le projet Grande-Baleine, en situant la position de la CSN et celle du Forum sur Grande-Baleine dont elle est membre.

D'une part, nous pouvons continuer notre consommation boulimique d'énergie, sans compter celle de nos voisins du sud à laquelle une partie de notre production hydroélectrique — 12% en 2006 — est destinée et, pour ce, faire construire des barrages partout pour produire le plus de mégawatts possible.

D'autre part, nous pouvons développer des programmes d'économie de l'énergie et sauver jusqu'à 45% de négawatts (des watts non-utilisés), selon certaines évaluations.

Mais une chose est certaine: l'hydroélectricité est préférable à d'autres sources d'énergies plus menaçantes pour la biosphère.

Par Luc Latraverse

Qu'est-ce qui n'a pas été dit sur Grande-Baleine? On peut se le demander, vu qu'il s'est dit souvent n'importe quoi, tant de la part des groupes environnementalistes, d'Hydro-Québec, des autochtones, aussi bien aux États-Unis qu'au sein de la société québécoise.

Malheureusement, ces prises de positions ou ces déclarations étaient souvent fondées sur des principes ou sur des données qui paraissaient pour le moins douteuses et généralement incomplètes.

Les débats, y compris ceux sur la pertinence des études d'impact qui devraient être faites, ont donc été plutôt stériles.

David Cliche, un expert-conseil en environnement et spécialiste des régions nordiques du Forum sur Grande-Baleine, parle de ces rendez-vous manqués.

«Les procédures d'évaluation de Grande-Baleine étaient prévues dans la Convention de la Baie de James et du Grand-Nord québécois, signée en 1975. Elles ne prévoyaient pas automatiquement la tenue d'audiences publiques, mais elles

ne l'interdisaient pas non plus. Dès le départ du projet, il aurait été souhaitable d'en faire une évaluation continue, tant sur le plan environnemental qu'économique et technique, plutôt que d'attendre la fin du processus décisionnel pour évaluer l'impact environnemental.

«Le gouvernement Bourassa a soulevé l'ire de tous les experts en soutenant que la justification du projet n'avait pas à être soumise à l'examen environnemental.

«C'était aller à l'encontre même des principes de l'examen environnemental — dans une perspective de développement durable — où tout projet de développement doit être justifié par rapport aux alternatives, y compris celle de ne pas le réaliser. Ces rendez-vous manqués donnent une très mauvaise réputation au Québec et nous attirent des critiques souvent exagérées.»

L'emploi

La CSN, en prenant position sur le projet, a tenté d'en circonscrire les dimensions, tout en exigeant des études indépendantes de celles d'Hydro-Québec sur la croissance de la demande. La CSN veut que le projet soit étudié par une commission d'enquête publique et que le gouvernement privilégie l'option qui permette de maximiser la création d'emplois.

Dans sa politique énergétique, la

CSN se dit favorable à la production d'électricité par l'hydraulique plutôt que par les hydrocarbures, le charbon ou le nucléaire, en raison des risques moindres de ce procédé, notamment sur l'effet de serre (réchauffement de l'atmosphère) ou les accidents de type Tchernobyl. La CSN est donc favorable à des projets comme Grande-Baleine en autant qu'ils soient justifiés et qu'ils répondent à certains critères concernant l'environnement et le respect des droits des peuples autochtones, et qu'ils assurent le plus d'emplois possible.

Les alternatives

Comme le souligne Peter Bakvis, économiste à la CSN et responsable du dossier énergétique: «*La construction de nouveaux barrages et la réalisation d'un projet comme Grande-Baleine ne garantissent pas nécessairement un maximum de création d'emplois par rapport à l'investissement requis.*

«*En Colombie-Britannique, où un bilan du programme en 17 volets d'économie d'énergie a été fait, on a réalisé que ces programmes (des moteurs électriques et des équipements de chauffage, d'éclairage, de transport d'électricité plus efficaces) ont créé 4,5 fois plus d'emplois que le projet hydroélectrique qui était envisagé. Si on applique ces résultats au nombre des 47 000 personnes-années d'emploi que générerait Grande-Baleine, selon Hydro-Québec, il suffirait alors d'investir \$2,8 milliards dans des programmes d'économie d'énergie pour atteindre le même résultat, plutôt que les \$12,6 milliards qu'il faudra dépenser pour le projet Grande-Baleine.*

«*Hydro-Québec vient par ailleurs de racheter l'électricité des producteurs privés et les projets alternatifs pour produire 750 mégawatts coûteraient \$1 milliard: l'équivalent de 25% de la capacité de Grande-Baleine à 8% du coût de celle-ci.*»

Le coût de l'électricité

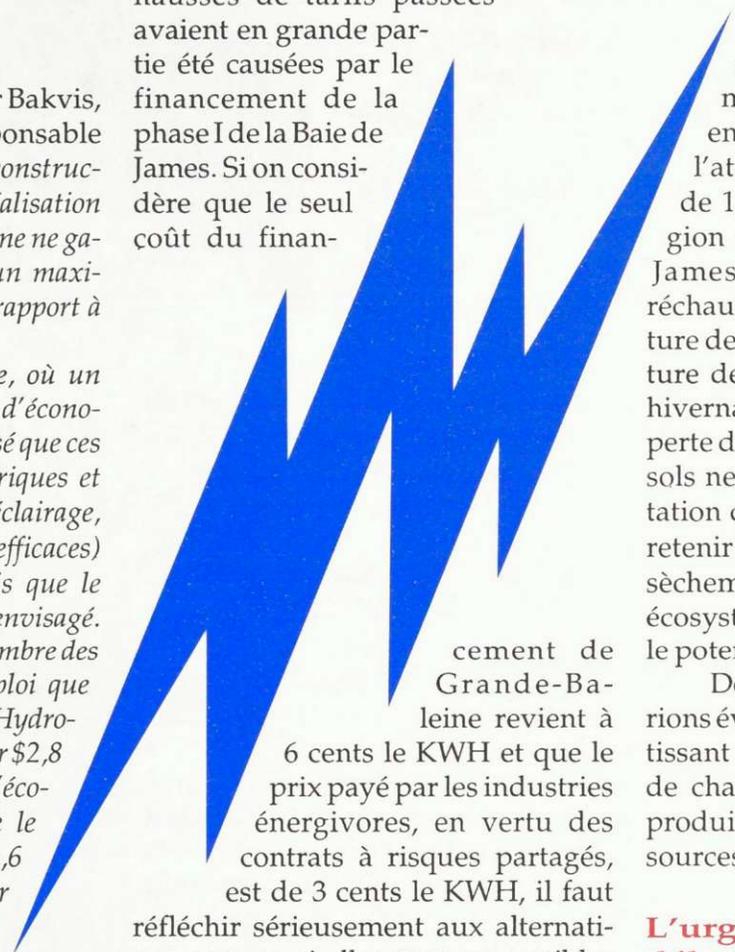
Autre controverse qui entache le dossier: les tarifs d'électricité n'ont cessé d'augmenter plus rapidement que l'inflation depuis plusieurs années et on nous annonce des augmentations.

Mais le prix n'est pas le même pour tout le monde! Les 13 contrats à risques partagés — pertes estimées à

\$2,3 milliards selon une firme américaine — consentis à des industries énergivores exercent une pression sur les autres secteurs industriels, qui paient plus cher et font les frais des augmentations, de même que la clientèle résidentielle d'Hydro-Québec.

La CSN et plusieurs autres intervenants s'indignent d'ailleurs du fait que le gouvernement québécois n'ait pas exigé plus d'engagements de ces industries à transformer davantage leurs produits au Québec.

Hydro-Québec a reconnu que les hausses de tarifs passées avaient en grande partie été causées par le financement de la phase I de la Baie de James. Si on considère que le seul coût du finan-



cement de Grande-Baleine revient à 6 cents le KWH et que le prix payé par les industries énergivores, en vertu des contrats à risques partagés, est de 3 cents le KWH, il faut réfléchir sérieusement aux alternatives, surtout si elles sont susceptibles de créer davantage d'emplois.

Qualité de vie et environnement

Parmi les principaux motifs d'opposition des Cris à de nouveaux barrages et à l'inondation de vastes étendues de territoires (1,567 km²), il y a toute la question de la contamination au mercure du poisson et du phoque.

Les Cris estiment aussi que ce projet, comme celui de La Grande, comporte d'importantes modifications à leur mode de vie et à l'habitat de plusieurs espèces animales et végétales, sans compter les dégâts que peuvent causer la construction de routes

et de lignes de transport d'énergie, notamment par l'utilisation de phytocides, agents destructeurs de la flore ou de certains insectes.

Effet de serre et sources d'énergie

Une autre source d'inquiétude importante, qui ne découle pas du projet Grande-Baleine mais qui peut en déterminer les retombées, c'est la prédiction qualifiée de conservatrice du Panel intergouvernemental sur les changements climatiques à l'effet que

si les tendances actuelles se maintiennent, la concentration du gaz carbonique dans l'atmosphère doublera d'ici 2040, entraînant un réchauffement de l'atmosphère à l'échelle mondiale de 1,8 degré Celsius. Pour une région nordique comme la Baie de James, cela correspond à un réchauffement de 4 degrés (température de Val d'Or) à 8 degrés (température de Montréal) durant la période hivernale, en plus d'une importante perte d'humidité des sols. Comme ces sols ne sont pas propices à l'implantation de forêts qui permettraient d'y retenir l'eau, le réchauffement et l'assèchement combinés menaceraient un écosystème des plus fragiles, et aussi, le potentiel hydraulique du territoire.

De façon paradoxale, nous pourrions éviter ce mauvais sort en convertissant nos sources d'énergies à base de charbon et d'hydrocarbures, qui produisent des gaz à effet de serre, en sources hydroélectriques.

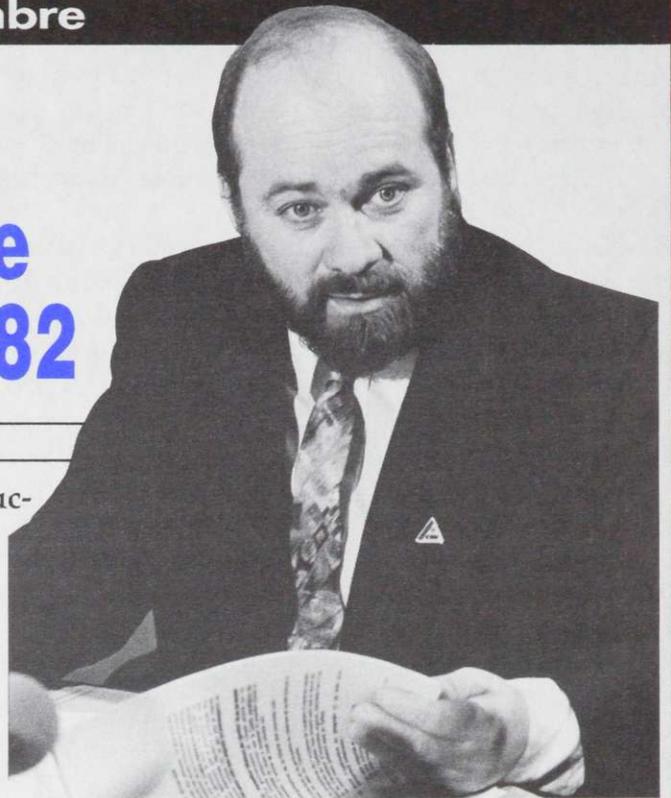
L'urgence d'un débat public

Il faut que les Québécoises et les Québécois passent un message clair au gouvernement Bourassa qui refusait encore, il y a quelques jours, un débat public sur sa politique énergétique. Ce débat doit être fait avant d'entreprendre le projet de Grande-Baleine.

La construction revit le spectre de la récession de 1982

Par Louis-Serge Houle

Après six ans de croissance, l'industrie de la construction traverse une sombre période, semblable aux difficiles moments qu'elle a vécus lors de la récession de 1982-1983, alors que le travail au noir avait atteint des niveaux sans précédent. Le tableau est lamentable: le chômage frôle les 33% et l'insécurité, qui constitue pourtant le lot des salariés de cette industrie, fait davantage sentir ses effets sur leurs conditions de travail.



Malgré une activité soutenue dès 1984, la construction porte encore les séquelles des difficultés économiques du début des années 80. Le travail au noir, présent principalement dans la rénovation domiciliaire, s'est graduellement étendu au secteur résidentiel avant d'investir les champs de la construction commerciale et industrielle. Les filières d'entreprises de sous-traitance, qui n'embauchent qu'un nombre restreint de travailleurs, caractérisent maintenant la construction et sont largement responsables de cette économie clandestine, représentant aujourd'hui plus de \$3 milliards sur une industrie de \$20 milliards.

« Cette sous-traitance de type pyramidal, jointe à la récession, a renforcé la tendance des entrepreneurs à soumissionner sous les taux du décret, a rappelé en conférence de presse le président de la CSN-Construction, Olivier Lemieux. Comme aucune règle d'ancienneté n'existe, plusieurs travailleurs se voient ainsi forcés d'accepter de travailler à rabais ».

50 000 chômeurs

La récession est durement ressentie sur les chantiers. Les nor-

mes de santé-sécurité résistent difficilement aux impératifs de la production. Conséquemment, plus de 26 morts accidentelles et 16 500 blessés sur les chantiers en 1990, soit 7,8% des blessures et 14,2% des accidents mortels déclarés aux Québec.

La récession qui frappe durement le Québec n'épargne donc pas la construction, considérée comme le thermomètre de la santé économique québécoise. Au début de novembre, la Commission de la construction du Québec rapportait que sur un bassin de main-d'oeuvre de 150 000 travailleurs, près de 50 000 étaient sans travail. Ce chômage, de près de 33%, aurait été plus élevé si les mises en chantier dans le secteur résidentiel n'avaient atteint un sommet au mois d'octobre.

« Avec la baisse habituelle des activités au cours de l'hiver, le nombre de chômeurs ne peut que s'accroître, a prévenu Olivier Lemieux. L'industrie risque alors de connaître la pire saison de chômage qu'elle ait connue depuis plus de vingt ans. Pendant ce temps, le gouvernement du Québec continue de retarder des projets qui pourraient contribuer à relancer l'industrie. »

Un plan de relance de l'emploi

Pour favoriser la relance dans l'industrie, la CSN-Construction a élaboré un plan en quatre points:

1- Que les gouvernements devancent leurs programmes de construction (hôpitaux, écoles, travaux de génie civil, usines d'épuration des eaux) actuellement retardés.

2- Qu'Hydro-Québec accélère les projets déjà prévus de réparation et de réfection de barrages et de postes de transformation, soit ceux des centrales de Beauharnois, de La Gabelle, de Shawinigan, de Grand-Mère et de la rivière Ste-Marguerite, totalisant tout près de \$3 milliards.

3- Que le plan du ministre Cherry contre le travail au noir, annoncé avec fracas le 22 juin, soit appliqué dans les plus brefs délais.

En une semaine, dans un seul quartier de la métropole, la CSN-Construction a déposé plus de 35 plaintes contre des chantiers clandestins; au port de Chicoutimi, une compagnie embauchait des travailleurs au noir sur un chantier municipal, alors qu'au Cap-de-la-Madeleine, une usine des frères Lemaire entreprenait au noir une rénovation de \$55 millions.

4- Que l'on renouvelle, sur demande, les cartes des travailleurs qui n'ont pu effectuer une seule heure de travail en 1991. On anticipe que plus de 10 000 d'entre eux perdront leur carte de compétence, qui leur permet d'oeuvrer dans l'industrie.

PLUTÔT QUE DES CHÔMEURS DES RETRAITÉS HEUREUX

Par Michel Rioux

Ils ne gagneraient pas de concours de popularité et ils en sont fort conscients. Depuis plus de 25 ans, les quelque 2 000 employés de l'entretien de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal (STCUM) ont rarement fait dans la dentelle quand venait le temps de défendre leurs conditions de travail. Ce qui n'exclut pas qu'ils aient raison. Comme c'est encore le cas aujourd'hui dans leur lutte contre la Société de transport.

Pourquoi ne pas agir de manière à régler les problèmes de la STCUM en favorisant des prises de retraite intéressantes plutôt que de créer des

chômeuses et des chômeurs? C'est ce que se demandent les travailleuses et les travailleurs de la STCUM, qui sont depuis quelques semaines l'objet de pressions de la part de la direction de la so-

ciété de transport pour qu'ils acceptent, à l'instar des autres syndicats affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ), que leur fonds de pension serve à financer une partie du déficit de l'année qui vient.

«La STCUM agit comme les gars qui débite sa galerie pour chauffer son poêle. Quand il aura fini, il n'aura plus de galerie et il lui faudra encore chauffer son poêle», explique Normand Lamoureux, ajoutant que son syndicat préconisait une solution à long terme.

La réforme Ryan

La situation que traverse la STCUM, comme c'est aussi le cas des autres sociétés de transport et des municipalités, découle directement de la fameuse réforme imposée par le ministre Claude Ryan. Le gouvernement libéral a préféré «domper» aux paliers inférieurs les déficits dont il avait lui-même hérité du gouvernement fédéral. Et en bout de ligne, ce sont, comme d'habitude, les travailleuses, les travailleurs et les consommateurs qui en paient le note.

Le syndicat de l'entretien reproche avec vigueur aux autorités municipales et à la direction de la STCUM de ne pas s'être opposées avec suffisamment de force au gouvernement. «On n'a jamais senti une volonté politique d'affronter le gouvernement là-dessus», déplore Normand Lamoureux.

Le fonds de pension

Face à un déficit appréhendé de \$22 millions pour

1992, la STCUM a demandé à ses syndicats un gel des salaires accompagné d'une pige dans la réserve du fonds de pension. Ce qu'a refusé le syndicat CSN. Cette mesure se traduirait par la perte d'une centaine d'emplois parmi les plus récents embauchés. Les premiers touchés seraient donc les postes créés en vertu des programmes d'accès à l'égalité, pour les femmes et les communautés culturelles notamment.

«Nous avons plutôt proposé à la STCUM un moyen de régler son problème à long terme, soutient le président du syndicat, en facilitant la prise de retraite de 92 travailleurs qui, si les conditions sont intéressantes, accepteraient de se retirer.»

Il va sans dire que la STCUM ne se prive pas de profiter de la situation. On imagine que dans une période où le chômage et l'assistance sociale touchent tellement de monde, il y a de la place pour discréditer un syndicat qui tient à protéger son fonds de pension. Comme elle ne se prive pas, non plus, d'exercer des pressions indues sur les employés de l'entretien, en leur faisant parvenir à domicile des lettres exigeant qu'ils fassent connaître leur choix en cas de déplacement.

«Sur environ mille travailleurs qui ont reçu ces lettres, 968 sont venus au bureau du syndicat pour déposer un grief. On a gardé nos bureaux ouverts pendant quatre jours et trois nuits. Pour nous, c'est une réponse éloquent», de dire le président du syndicat.

«Quand on a la chance d'expliquer notre point de vue, le monde trouve que ça a bien du bon sens», de dire Normand Lamoureux, président du syndicat du transport de Montréal (STCUM).



Une centaine de délégués ont participé à Montréal au 52e congrès de la FTFP

Solidaire de son époque

Les délégués au congrès de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (FTPF-CSN), qui s'est tenu à Montréal du 11 au 15 novembre, ont été plongés au coeur de débats où se décide, en quelque sorte, l'avenir des industries et des emplois de ce secteur vital de forêt québécoise. «Voilà un véritable rapport de substance, un rapport d'orientation», a dit Gérard Larose à la suite de l'exposé de Claude Plamondon,



Par Michel Rioux



Claude Plamondon, président de la FTFP

Posée brutalement, la question n'en traduit pas moins ce qu'on peut deviner comme angoisse chez des centaines de travailleuses et de travailleurs. «Que devons-nous faire lorsqu'un employeur nous arrive avec une position dans laquelle il relie la décision d'investir avec le résultat de la négociation collective? lit-on dans le rapport de l'exécutif. Ce n'est pas un problème théorique, loin de là. C'est

sûrement une situation des plus difficiles pour un syndicat.»

Après avoir fait état de plusieurs expériences et rappelé certains principes et guides qui peuvent éclairer les syndicats dans leurs choix, Claude Plamondon devait ajouter que «s'engager dans une voie plus ouverte et axée sur la coopération nous apparaît comme une voie réalisable. Elle le sera davantage si les employeurs acceptent de négocier et de conclure des ententes où les nouveaux droits que nous réclamons seront inclus. Que ce soit au niveau de la formation, du congé-éducation,

de la transparence, il faudra voir une réelle ouverture des employeurs.»

C'est dans la foulée des débats et des décisions du dernier congrès de la CSN que la FTFP situe sa réflexion et ses pistes d'action. Rappelant que des propositions touchant l'organisation du travail et le droit à l'information avaient été soumises au congrès de la centrale en 1990, le président de la fédération devait déplorer que, souvent, les solutions et les approches privilégiées par les employeurs, tels la qualité totale, le concept d'équipes, les programmes d'implication des employés ont un objectif limité. «Souvent, ajoute-t-il, les résultats au niveau des coûts sont l'unique préoccupation des dirigeants.»

Le président de la FTFP a par ailleurs souhaité que le prochain congrès de la CSN aborde la question des relations intersyndicales. «Le mouvement doit développer une réflexion pratique et applicable pour faciliter l'établissement de relations fructueuses entre les organisations syndicales québécoises», de dire Claude Plamondon.

Une charte de l'environnement

La FTFP a innové dans le monde syndical en adoptant, à son congrès, une charte de l'environnement. Les délégués ont d'ailleurs été saisis d'une étude extrêmement fouillée préparée par Robert Mercier, du syndicat des travailleurs de l'usine Abitibi-Price de Kénogami.

On sait l'ampleur du débat touchant les industries du papier et leurs effets négatifs sur l'environnement. L'avenir de l'industrie, sa capacité d'innovation, la protection de la nature, des milliers d'emplois sont en cause. «Nos syndicats doivent être directement impliqués dans ces débats»,

a insisté le président de la FTFP.

Gérald Larose déplorait, de son côté, qu'après avoir écrit et dilapidé la ressource, les papeteries n'aient pas vu venir les ajustements qui s'imposent. «Elles pensaient avoir la grâce de la vie éternelle, a-t-il dit. C'est pourquoi le réveil est si brutal aujourd'hui.»

ARTS ET CULTURE

Budget d'artistes

Présentant son mémoire à la commission parlementaire sur la culture, la CSN s'est engagée à consacrer un budget de \$10 000 par année à l'achat d'une oeuvre d'un artiste québécois vivant.

Cet engagement traduit l'importance que la CSN accorde à la promotion des arts et de la culture, elle qui possède déjà des sculptures de Roger Langevin et Léopold Bourjoi.

La CSN a demandé à la ministre Frulla-Hébert d'inclure dans son plan d'action pour une politique québécoise des arts et de la culture des mesures spécifiques sur le développement culturel et l'apport culturel des communautés ethno-culturelles à la société québécoise.

La mission culturelle de l'État doit être élevée au même rang que la mission sociale et économique de l'État, a défendu la CSN.

Souveraineté culturelle

Aussi a-t-elle insisté pour que Québec récupère tous les pouvoirs qui lui permettront d'assumer sa souveraineté culturelle en expliquant que le développement de la culture et de l'identité québécoise ne peut être partagé entre Québec et Ottawa.



BROSSARD

Enfin! l'échelle salariale est réduite

Après plus de 15 mois de grève, les employés de la Caisse populaire de Brossard ont réussi à modifier le modèle de l'échelle salariale du Mouvement Desjardins en obtenant la réduction du nombre d'années pour atteindre le maximum de l'échelle salariale de 11 ans à 8 ans.

Pour la cinquantaine de salariées concernées sur 64, cette percée combinée aux augmentations de salaires de 7% par année se traduit par une

hausse de 23% de leurs salaires. Une autre des priorités de cette négociation a été obtenue, soit la réduction de 9 à 7 classifications qui procure une hausse additionnelle de 5% aux personnes concernées. C'est un gros chambardement dans la politique salariale du Mouvement Desjardins.

L'assemblée générale a accepté l'accord de principe dans une proportion de 87,5%. Le retour au travail est prévu pour le 18 novembre.

FTPF

Davantage de respect

Les quelque 125 délégués qui participaient au 52e congrès de la FTPF à Montréal sont allés manifester le 13 novembre devant les bureaux de l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papier. Le président de la fédération, Claude Plamondon, a vigoureusement rappelé aux employeurs leurs responsabilités sociales. «Les entreprises ont fait des millions pendant les années de vaches grasses. Les travailleurs



qui ont rendu cela possible méritent aujourd'hui davantage de respect», a-t-il dit aux délégués présents. Il a aussi rappelé la situation dramatique des travailleurs forestiers, dont un grand nombre ne pourront même pas se qualifier pour les prestations d'assurance-chômage, de

MUNICIPALITÉS

Contre une loi spéciale

Une loi spéciale qui gênerait les salaires des employés municipaux ne règlera pas les problèmes financiers auxquels sont confrontées les municipalités depuis l'adoption de la réforme Ryan.

C'est ce qu'a fait savoir la FEESP en s'élevant contre la requête du président de l'Union des municipalités, Ralph Mercier, au ministre Ryan. «Les employés municipaux sont conscients du manque à gagner qu'engendre cette réforme. S'ils sont prêts à en regarder les impacts, ils ne sont pas disposés à se faire imposer une loi spéciale. Ce n'est qu'à travers le processus de la négociation que pourront se solutionner les problèmes», a rappelé la présidente de la FEESP, Ginette Guérin.

Celle-ci a suggéré aux municipalités

d'autres moyens qu'une loi spéciale: dégraissage de l'appareil municipal, une révision de l'organisation du travail, et une meilleure planification à long terme de leurs activités.

La FEESP représente 5000 employés municipaux répartis dans 102 syndicats.

ALMA

Emplois perdus!

La Banque Laurentienne intégrera La Financière au cours des prochains mois. Les quelque 50 salariés du siège social de La Financière, situé à Alma, au Lac-St-Jean, seront les premiers touchés. Une véritable catastrophe, selon le conseiller Jean-Paul Lapointe, de la Fédération du commerce.

Le syndicat n'a jamais obtenu une réponse positive à sa demande de rencontre pour discuter des possibilités de trouver des mesures qui permettraient de minimiser les impacts sur les emplois.

D'après les chiffres fournis par le syndicat, une quarantaine d'emplois syndiqués risquent d'être ainsi perdus. Un grand nombre d'employés refuse de quitter la région pour Montréal afin d'obtenir un poste au sein du personnel de la Laurentienne.



LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

AGENDA

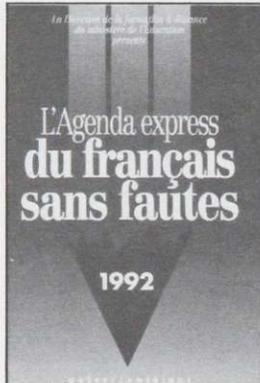
Français sans fautes

La Direction de la formation à distance du ministère de l'Éducation vient de mettre un nouveau produit sur le marché, soit *L'agenda express du français sans fautes 1992*.

Ni un cours de français, ni une grammaire complète, cet agenda permet tout de même, au fil des semaines, d'améliorer son français en abordant quelques règles essentielles à la bonne rédaction. En plus de remplir la fonction habituelle d'un agenda, vous retrouverez cinquante-deux capsules ayant trait à une difficulté grammaticale particulière: le féminin et le pluriel des noms et des adjectifs, le verbe, le sujet, le complément, les participes passés, les terminaisons, les signes orthographiques.

De plus, cet agenda contient une brève section portant sur la rédaction du courrier, ainsi que toutes les références nécessaires pour pouvoir utiliser le service de téléphone linguistique offert par l'Office de la langue française.

Le format de l'agenda est de 15 cm par 24 cm. Chaque semaine est répartie sur deux pages. La page de gauche comprend les lundi, mardi et mercredi tandis que la page de droite comprend les jeudi, ven-



dredi, samedi et dimanche.

Une offre spéciale est faite aux syndicats qui commanderaient 20 exemplaires et plus à \$7,95 l'exemplaire, TPS et frais de livraison inclus. Sinon, chaque exemplaire se vend au coût de \$9,95. Vous pouvez commander les agendas aux Éditions Québec/Amérique inc. au 425, rue Saint-Jean-Baptiste, Montréal (Québec), H2Y 2Z7, tél.: (514) 393-1450, télécopieur: (514) 866-2430. On peut aussi se le procurer en librairie.

SCOBUS

Grève de 24 heures

La quarantaine de chauffeuses et chauffeurs de Scobus Coaticook ont fait une grève de 24 heures le mardi 12 novembre 1991. Ils ont commencé ces moyens de pression en appui à la négociation pour le renouvellement de leur convention collective qui est expirée depuis le 30 juin.

SOREL

Priorité à l'emploi

Dans une région où près d'une personne sur trois est sans emploi, le 25e congrès du Conseil central de Sorel (CSN) tombait à point. Les délégués à ce congrès régulier, qui a eu lieu du 5 au 8 novembre, ont effectivement adopté une série de propositions, véritable plan d'action pour les deux prochaines années, concernant l'emploi, l'écologie et la solidarité.

À l'ouverture, le président de la CSN, Gérald Larose, en a profité pour remercier, au nom du conseil central, de vieux militants de la région. Sur la photo, il remet à Louis Kovacs, de l'usine Kronos (anciennement NL Chem) située à Varennes, le livre *La CSN au coeur du Québec*, portant sur les 70 ans d'histoire de la centrale.

Par ailleurs, Geor-



ge Bonneville, un travailleur de Fer et Titane, a été réélu à l'una-

nimité président du Conseil central de Sorel.

CC DE QUEBEC

Michel Lessard, président

Le dernier congrès du Conseil central de Québec a apporté des changements majeurs à la direction de cet important organisme de la CSN.

En effet, Michel Lessard, secrétaire général depuis deux ans, a été élu à la présidence de l'organisme; il avait posé sa candidature contre Nicole Madore, présidente du conseil central pendant plusieurs années. Dans la foulée, Ann Gingras, militante de la Fédéra-

tion du commerce à l'hôtel Hilton, a été élue à la première vice-présidence, en remplacement d'André Cloutier, du syndicat des Industries Valcartier. Emilia Castro, Yves Fortin et Rodolfo Valéro complètent l'exécutif.

Ancien salarié de la Caisse des travailleurs de Québec, le nouveau président entend «*rapprocher le conseil central des syndicats et ramener les débats au niveau du monde dans les syndicats locaux.*»

La formation professionnelle et l'environnement feront partie des grandes préoccupations du conseil central au cours des deux prochaines années.



TRAVAILLER ET VIVRE
EN SANTÉ



AVEZ-VOUS FAIT LIRE NOUVELLES CSN?

VILLE ST-LAURENT

Lock-out chez Crescent

Après huit mois de négociation, la compagnie de fromage et de yogourt Crescent (Béatrice) de Saint-Laurent a décrété un lock-out le 7 novembre. Selon le syndicat provincial de 240 membres, affilié à la Fédération du commerce, la négociation n'a jamais véritablement progressé depuis le début des pourparlers en raison des reculs proposés par l'employeur, qui tente, entre autres, d'imposer un horaire de travail sur sept jours, plutôt que sur cinq comme c'est le cas actuellement.

Anciennement syndiqué avec l'union américaine Teamsters, le Syndicat des fromages et yogourt de Crescent (Béatrice) a joint les rangs de la CSN l'automne dernier, entre autres pour améliorer les aspects normatifs de la convention collective.



L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL

Rester au centre-ville

Le syndicat des employé-es généraux de l'Hôtel-Dieu, le Conseil central de Montréal et la Fédération des affaires sociales ont mis sur pied une coalition de groupes et d'individus en vue de maintenir l'hôpital fondé par Jeanne-Mance au centre-ville de Montréal, avec son statut universitaire. Des députés libéraux veulent le relocaliser à Rivière-des-Prairies, certains, le transformer en condominiums ou en centre de soins prolongés avec 80 lits. D'autres voudraient le

fusionner avec l'hôpital Sacré-Coeur. Du côté syndical, on est favorable à la construction d'un hôpital pour desservir les populations de Laval et de l'Est de Montréal, mais il n'est pas question de priver la population du centre-ville de Montréal des 510 lits de soins de courte durée de l'Hôtel-Dieu, ce qui engorgerait davantage les hôpitaux St-Luc et Notre-Dame. De plus, le centre-ville a bien besoin des \$100 millions que représente le budget de l'Hôtel-Dieu.

LANAUDIÈRE

Fermetures et économie

Réunie en congrès régulier du 3 au 6 novembre, la centaine de délégué-es au Conseil central de Lanaudière a convenu d'entreprendre une recherche sur les causes et les conséquences des fermetures d'usines sur l'économie régionale et les travailleuses et les travailleurs. Au cours de la dernière année, cette région a été particulièrement touchée par les fermetures d'usines: Part One Knitting, la Ferlandière, Aligro Saint-Félix, etc.

Sous le thème *Bâtir dans le respect et la complicité*, les délégué-es ont également accepté la recommandation visant à organiser des colloques sur différents thèmes touchant la vie régionale, dont l'environnement, la réforme de la santé, l'éducation et l'emploi.

En outre, le congrès a procédé à l'élection du comité exécutif du conseil central, maintenant composé de Lucette Rondeau à la présidence, de Normand Beaufort, Jean-Marie Bourret et Mario Guertin aux postes de vice-présidences, de Normand Pelland au secrétariat et de Michelle Robillard à la trésorerie.

FAILLITES

Les limites d'une loi

Au début, il y avait des rumeurs. Puis, ce fut l'annonce d'une fermeture temporaire. Finalement, les quelque 130 travailleurs et travailleuses d'Aéroc Murray Hill, de Montréal, en ont eu le cœur net: le syndicat émettait en effet un avis de faillite sur les portes maintenant closes de cette compagnie de transport.

Depuis ce jour, le syndicat recueille les réclamations financières de ses membres afin de les présenter, le 3 décembre prochain, à l'assemblée des créanciers: paies non reçues, vacances, indemnités de départ prévues, etc.

On voit, dans cette opération, les limites de la Loi sur les faillites, qui ne prévoit pas que les réclamations des travailleurs soient traitées sur le même pied que celles

des créanciers garantis, essentiellement les banques et les institutions financières.

AUTOCHTONES

Pourquoi pas se parler?

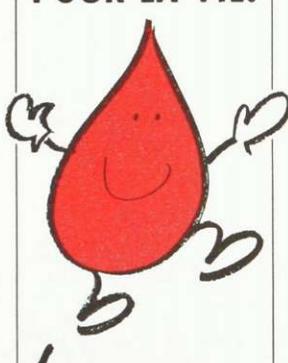
Réfléchir et convenir des rapports qui devront exister entre les nations autochtones et le peuple québécois dans le cadre d'un Québec souverain, c'est ce que la CSN, la CEQ, la FTQ et l'UPA ont proposé aux nations autochtones du Québec en les invitant à un forum paritaire.

Les organisations syndicales souhaitent ainsi jeter les premiers jalons d'un rapprochement entre ces nations et le peuple québécois ainsi qu'une meilleure compréhension des aspirations que nourrissent respectivement ceux-ci. Elles proposent donc que le forum soit composé d'une

quinzaine de porte-parole crédibles de différents secteurs d'activités au Québec et d'une quinzaine de représentants des nations autochtones. L'un des objectifs de ce forum serait la production d'une déclaration commune approuvée par tous les représentants.

Les organisations syndicales sont maintenant dans l'attente d'une réponse qu'elles espèrent positive.

C'EST BON POUR LA VIE!



LA CLINIQUE DE SANG DES TECHNICIENS AMBULANCIERS

LE JEUDI

19 DÉCEMBRE

1991

DE 10h À 20h

ÉDIFICE DE LA CSN

SECUR

Pas trop
SECUR...
isant

Deux employés de la succursale de Sherbrooke de la compagnie de transport de valeurs SECUR ont exercé un droit de refus lorsque leur employeur a mis à l'essai un projet pilote visant à réduire de trois à deux le nombre de personnes dans les camions. Paradoxalement, la compagnie a qualifié ce projet de "diminution de risques". Les personnes choisies pour le projet pilote étaient des employés temporaires et occasionnels ayant peu d'expérience dans le transport des valeurs.

Il y a déjà plusieurs mois que la compagnie cherche à instaurer les équipes à deux plutôt qu'à trois. La première expérience devait avoir lieu à Trois-Rivières.

Les syndiqués CSN de Montréal et de Sherbrooke s'opposent à cette mesure pour des raisons de sécurité.



VIDÉO

Femmes
d'ailleurs

Femmes d'ailleurs Enfants d'ici, un vidéo produit par Multi-Monde et distribué par Le Vidéographe, sera lancé le 8 décembre. Il s'agit d'un documentaire racontant la vie de milliers de femmes, surtout originaires des Philippines — venues travailler au Canada comme domestiques.

Le programme fé-

déral pour les travailleuses provenant de l'étranger oblige ces femmes à travailler et à vivre chez leur employeur durant deux ans. Ce n'est qu'après qu'elles peuvent demander leur statut d'immigrante reçue.

Au témoignages de ces femmes, viennent s'ajouter différents points de vue des responsables des associations de travailleuses domestiques et de regroupements de Philippines, ainsi que ceux des gouvernements impliqués.

CSN ET FTQ

Formation professionnelle:
Bourbeau doit agir!

La CSN et la FTQ sont intervenues ensemble le 14 novembre pour presser le ministre André Bourbeau de présenter l'énoncé de politique et le projet de loi qu'il s'était engagé à présenter le 15 novembre. À cette date, il n'avait pas encore agi, même si la formation professionnelle et le développement de la main-d'oeuvre sont des dossiers qui exigent une action urgente.

Fernand Daoust et Gérald Larose ont uni leurs voix pour enjoindre le ministre de mettre fin aux supputations et aux interprétations qui courent sur une version non-

officielle d'un projet de loi qui circule. Le débat public doit être ouvert au plus tôt, estiment-ils, car tant l'énoncé que la loi sont attendus depuis longtemps.

Une priorité
de société

Un consensus social peut être constaté au Québec, confirmé d'ailleurs au Forum pour l'emploi, afin de faire de la formation professionnelle une priorité de société. Pour les deux centrales, tout retard supplémentaire sera extrêmement dommageable pour l'économie et la main-d'oeuvre.

BIENVENUE

Nouveaux
syndicats

Avec le dépôt de quatre requêtes en accréditation, le Conseil central de Sherbrooke représentera une cinquantaine de nouveaux membres.

Division
guichets Secur

Les cinq préposés qui voient à la collecte de l'argent dans les guichets automatiques ont décidé de quitter les teamsters pour adhérer à la CSN. Ainsi, ils joignent la trentaine d'employés de la division Transport des valeurs de Secur de Sherbrooke déjà syndiqués à la CSN.

Buanderie
de Sherbrooke

Avec les TUAC depuis treize ans, la trentaine de buandières et buandiers de la Buanderie de Sherbrooke ont choisi la CSN pour les représenter dorénavant.

Sherbrooke
Automobiles

La CSN a déposé deux requêtes en accréditation pour cet établissement.

Une première accréditation couvre les mécaniciens, anciennement représentés par l'Association internationale des machinistes. Ce sont près de dix membres de plus qui seront affiliés à l'Association des garages CSN de l'Estrie.

La seconde accréditation vise à représenter les sept préposés au nettoyage des véhicules, employés de la division Kessler inc.

Les employés de Kessler n'ont jamais été syndiqués.

SAGUENAY-
LAC-ST-JEAN

Le commissaire Richard Miller a accredité trois nouveaux syndicats chez Conso-mat, dans la région d'Alma: ceux des Viandes Pleines saveur, de l'épicerie Produits alimentaires Conso-mat et du Jardin Super frais.

Il a de plus ordonné à l'employeur de reprendre à son service une personne congédiée. Ces trois groupes seront affiliés à la Fédération du commerce.

Par ailleurs, les 30 salariés de Sani Mobile, d'Alma, une compagnie spécialisée en technique environnementale, dont le transport et la gestion de produits toxiques, ont déposé une requête en accréditation le 7 novembre dernier. Ce groupe sera affilié à la Fédération de la métallurgie.

MONTRÉAL

Les 50 salariés de l'Association des étudiantes et étudiants de l'Université Concordia ont également décidé d'adhérer à la CSN et déposé une requête en accréditation à la fin d'octobre. Ces salarié-es travaillent à la réception, aux bars opérés par l'association, au magasin de livres usagés et à divers services aux étudiants.

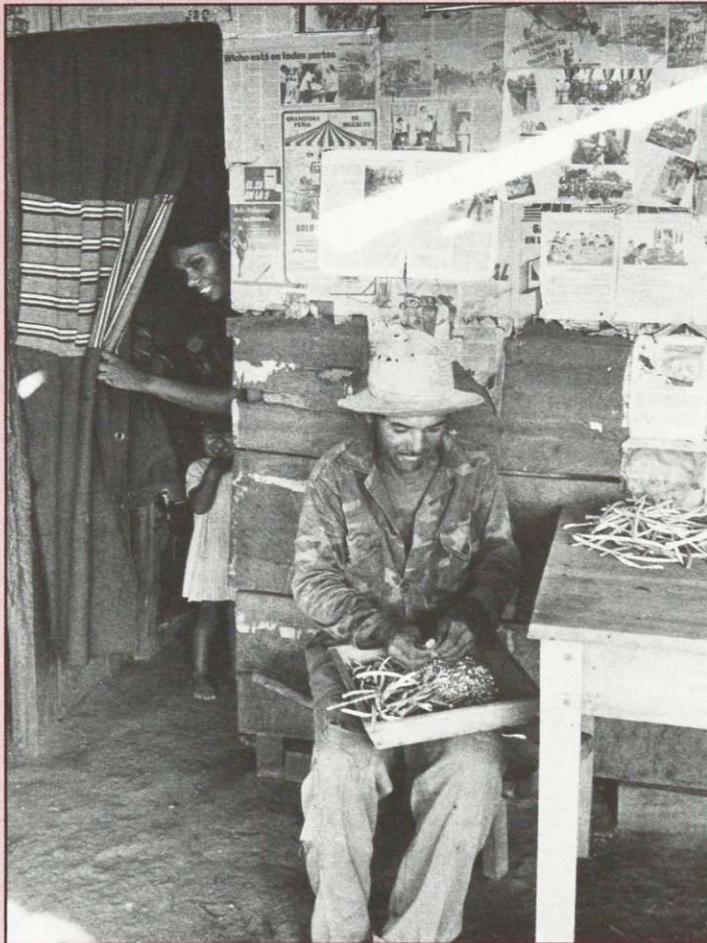
Ce groupe entend bien harmoniser ses conditions de travail et les consolider, puisque les personnes qui siègent au conseil d'administration changent régulièrement. Ils seront affiliés à la Fédération du commerce.

De beaux chevaux blancs

Le magazine *Time* du 21 octobre donne une large place à des Latino-américains qu'il a réunis à Cartagène pour un jour et demi de discussions. Le dossier parle du «sentier nouveau» qu'empruntent les pays «latinos». La preuve en serait qu'Antonio Navarro Wolf (Colombie), l'un des huit invités de *Time*, est député de l'Alliance démocratique qui, il y a peu, était le redouté M-19, mouvement guérillero! Une phrase surtout m'a frappé: «Le panel tient pour important le fait que si la liberté doit s'enraciner davantage, elle doit offrir une espérance, appuyée par des programmes sociaux concrets, aux 70 % des 451 millions d'habitants d'Amérique latine qui vivent dans la pauvreté». Ce qui fait presque 300 millions d'humains, ouais.

Espérance, vous dites? Sans être pisse-vinaigre, on peut facilement retrouver des lieux où les gens ne peuvent pas s'offrir pour l'instant un début de rêverie, étant hors circuit. Haïti, c'est du connu; on y dénombre plus de 75 % d'analphabètes. Quant au Pérou de Fujimori, qui n'en finit plus de courtiser les libéraux d'Europe et d'Asie tandis que s'aggrave la gangrène du tissu social, où se trouve l'espérance à court terme?

Prenons le Nicaragua. La présidente Violeta Chamorro n'a pas voulu corriger une injustice par une autre injustice en redonnant aux ex-partisans de Somoza les biens que les Sandinistes avaient distribués aux paysans, mais aussi à leurs copains devenus propriétaires de grands ranchs. Les députés pensent autrement. Quand apparaissent des *re-Contras* pour déstabiliser un régime pourtant vainqueur aux urnes — Washington a applaudi, mais a oublié de verser l'aide promise si les Sandinistes



étaient battus — c'est un signe que l'on n'est pas dans l'antichambre immédiate de l'espoir: 64 % des citoyens n'arrivent pas à gagner suffisamment pour couvrir leurs besoins essentiels et chaque famille nicaraguéenne, en raison de la dette de \$11 milliards US du pays, devrait y consacrer tout son revenu. On dit parfois qu'une personne peu réaliste attend «un homme sur un cheval blanc» qui règlera tous ses problèmes. Je dirais que l'équipe de *Time* a rêvé de cavaliers montés sur des chevaux blancs pour l'ensemble du continent latino-américain, puis qu'elle s'est ravisée, par pragmatisme, en avouant que là-bas, il n'est pas dit que libre-échange et capitalisme sans contrainte triompheront, même si on croit qu'il s'agit du «seul modèle» à offrir.

La Rancune au rancart?

Il faut le souhaiter aux Kurdes qui passeront l'hiver dans des maisons péniblement assemblées: des convois du Haut commissariat pour les réfugiés ont en effet réussi à expédier des matériaux dans le nord de l'Irak où ils sont parkés. Aux Cambodgiens aussi qui devront cohabiter dans la paix et se dire que les Khmers rouges sont vraiment convertis, que le bon prince Sihanouk redonnera vie à un pays exsangue. Même souhait aux «boat-people» vietnamiens qu'une entente entre Londres, Hong-Kong et Hanoï prévoit rapatrier parce que la plupart étaient de «faux réfugiés» venus inquiéter les financiers et banquiers.

Il faut surtout souhaiter que la rancune soit mise au rancart au Moyen-Orient. Nous avons vu Israéliens et Arabes se rendre à Madrid pour un début de commencement d'entente. Que Dieu, Allah et Yahweh prêtent vie à tous car ils seront longs et fastidieux, ces tête-à-tête. On prévoit pour décembre une deuxième phase de cette conférence sur le Moyen-Orient, où seront abordés les vrais problèmes régionaux: partage des ressources en eau, désarmement, échanges commerciaux et réfugiés.

Il faudra bien parler un jour des Palestiniens en chair et en os, d'un peuple mal-aimé, surtout depuis qu'Arafat a pris fait et cause pour Saddam Hussein durant la Guerre du Golfe, d'un peuple qui a droit à s'auto-gouverner et à posséder son État. La politique n'est jamais statique; ceux de ma génération ont sans doute vu de ces globes terrestres où s'inscrivaient, avant 1948, les lettres P-a-l-e-s-t-i-n-e. Les jeux de figure peuvent changer, les intérêts bien sentis de chacun font prévoir des réticences, des volte-face, des blocages. Faisons le pari de la lassitude des lutteurs face à un arbitre (Washington) dont la patience est mise à épreuve.

Les acteurs de cette séquence politique sont tous habiles, têtus et fiers. Il leur reste à réaliser que le monde souffre, que les cimetières sont suffisamment remplis et qu'en reconvertissant une minime portion du matériel de destruction en place, on peut en venir à un réseau de pays où couleraient le lait et le miel. C'est vite dit. Il faut à tout prix, pour y arriver, mettre les rancunes au rancart.

Clément Trudel

On ne lâche pas son monde

Nous, c'est-à-dire un certain nombre de gens de ma génération, suivions toujours des leaders qui voulaient changer des choses et dont l'action, résolue, n'en finissait pas de prouver qu'ils préféraient à leurs propres intérêts les causes auxquelles ils s'étaient voués. Ce n'était pas notre seul critère, bien entendu. Mais enfin nous n'aimions pas les tièdes, les esprits conservateurs, les gens neutres, les calculateurs, les — comment dire? — les *wise guys*...

Nous voulions contribuer, si peu que ce fût pour notre part, à changer la politique, la société, les idées régnantes, à débarrasser le Québec des «vieux partis», etc. Vers la fin de l'adolescence, j'étais comme les autres jeunes idéalistes qui ne se résignaient pas à voir les choses aller comme elles allaient. Nous discussions l'ordre établi. Celui-ci, par exemple en 1936, se présentait sous la forme du régime Taschereau, qu'il s'agissait d'abattre.

Défier l'ordre, les situations acquises, les puissances, je dois bien avoir toujours eu cela un peu dans le sang, comme mes amis. Même à onze ans... Je me souviens d'un petit fait, qui m'attendrit encore, mon premier geste «syndical»... Un jour, en cinquième année, l'instituteur, un laïque, nous devait de «l'argent de classe», qui nous donnerait droit au pique-nique annuel, mais avait décidé de le retenir pour nous punir de je ne sais quel chahut. Nous étions très mécontents. Il s'absenta de la

Je n'ai jamais aimé les hésitants perpétuels, les leaders ambigus, les ambitieux, les combinards, les gens qui pactisent, ceux qui s'appuient sur les plus forts, la politique par sondages, les capitulards et ceux qui lâchent leur monde.

classe pour quelques minutes. Ne faisant ni un ni deux, je m'élançai vers le tableau et j'écrivis en gros caractères la téméraire sommation suivante: «L'ARGENT OU LA RÉVOLTE!»

Enthousiasmes juvéniles

Mais à un autre niveau (au temps du collège), se révélèrent les préférences spontanées de mes amis, préférences que je partageais. Au cours d'histoire, par exemple, à chaque occasion nous prenions parti pour les figures qui voulaient changer l'ordre établi, faire avancer les choses, sortir les vieilles, renverser les dominations, faire triompher dominés et exploités. Je me rappelle très bien nos enthousiasmes et mon propre désir (aussi anxieux qu'inutile) de voir les situations bien tourner dans les récits qu'on nous faisait des luttes de l'histoire. La guerre de Sept ans, qui fut une catastrophe pour nous et la France. La Révolution française. La Rébellion de 1837. Papineau. Puis la lutte de Henri Bourassa contre l'empire britannique au Canada, épisode qui compte parmi les tout premiers de l'histoire de la décolonisation, on l'oublie trop... La lutte du même Henri Bourassa pour les droits des Canadiens

français. Que souligner? Son indépendance d'esprit. Son mépris des arrivistes, des lâcheurs, des transfuges. Sa puissance de contestation et de verbe. Sa culture politique démocratique. Son génie. Ce n'est pas parce qu'il a versé dans certains des préjugés de son époque (anti-féminisme, intégrisme religieux) qu'il faille oublier l'apport politique progressiste de ce grand homme, ni son courage, ni par ailleurs sa largeur de vues: son estime pour les institutions politiques de cette Angleterre qu'il combattait, son amitié et son respect pour Woodsworth, le socialiste canadien (très mal vu ici à l'époque).

Les années passionnées

Telles étaient nos ferveurs: très affirmées, toujours à gauche de quelque centre, visant à renverser quelque injustice, sans parler de la bêtise. Soutenant toujours quelque aspect de l'histoire nouvelle contre les paralysies du statu quo.

Je n'étais pas moi-même un leader. Je ne m'en sentais ni la force ni toutes les lumières. Mais j'étais prompt à reconnaître la valeur de ceux que j'apporterais.

Dans les arts, par exemple. Le peintre Pellan

contre Maillard, à l'école des Beaux-Arts. L'oeuvre picturale de Borduas et de son groupe. *Cité Libre*, dans ses premières années, qui combattait Duplessis. La CSN (CTCC), qui faisait déjà la Révolution tranquille avant la lettre. La cause des ouvriers. Picard. La contestation du capitalisme.

C'était ainsi. Je n'ai jamais aimé les hésitants perpétuels, les leaders ambigus, les ambitieux, les combinards, les gens qui pactisent, ceux qui n'ont pas d'épine dorsale, ceux qui s'appuient sur les plus forts et sur les puissances dominantes (on dirait, ma foi! que je parle ici des années récentes, de l'actualité!): les esprits veules, la politique par sondages, les capitulards et tous ceux qui lâchent leur monde. On ne lâche pas son monde. Et pour la CSN, contre vents et marées. Pour René Lévesque, en oubliant ses vacillements de la fin et sa fatigue. Pour la Révolution tranquille, malgré ses erreurs. Pour Marcel Pepin, surtout dans les années éprouvantes de sa présidence. Et puis, généralement, pour la critique et à la fois pour la fidélité.

Pour l'indépendance du Québec! Laquelle tourne autour du mot indépendance et non du ridicule mot «distinct», qui me fait invariablement penser à une petite queue!

Je revois toute cette longue histoire comme le récit d'autant de ferveurs. Et je m'étonne un peu de voir maintenant des climats plus tranquilles...

Pierre Vadeboncoeur

COMMISSION CASTONGUAY-DOBBIE...



Louis Riel ou l'énigme canadienne

La Vie de Louis Riel, Pierre Alfred Charlebois, VLB éditeur, 1991, 380 pages, \$24,95.

En cette période de pourparlers constitutionnels, un livre sur Louis Riel a l'intérêt de nous replonger au plus profond des incompréhensions sur lesquelles se fonde la dualité canadienne. La «trinité», devrait-on dire, depuis que les premières nations exigent leur place à la table de négociation. Hélas, le double langage qui tient lieu de politique nationale ne date pas d'hier. Un discours pour le Québec, un autre pour l'Ontario, c'est comme cela que le Canada a commencé et qu'il s'est maintenu. La question métisse est un exemple parmi tant d'autres de cette ambiguïté qui a conduit au bilinguisme officiel qui n'existe réellement que dans la seule province francophone!

Au moment de la Confédération, les Métis francophones et anglophones de l'Ouest canadien étaient à peu près égaux en nombre: une dizaine de milliers en

tout, descendants des coureurs des bois et des Indiens qui depuis un siècle, fournissaient fourrures et nourriture de bison à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Il n'y avait à peu près pas de colons blancs. Comme l'avaient fait les Patriotes du Haut et du Bas-Canada, 30 ans plus tôt, ils s'unissaient, au-delà de la barrière linguistique, pour s'opposer à Londres et organiser leur propre gouvernement.

Au moment du premier soulèvement, en 1870, le gouvernement provisoire, présidé par Louis Riel, était composé majoritairement de Métis anglophones, et les délégations qui négocièrent avec Ottawa la création du Manitoba furent toujours paritaires.

Jaugeant le poids respectif du Québec et de l'Ontario dans son gouvernement, Macdonald n'avait pas tenu la promesse d'amnistie, ce qui faisait de Riel un hors-la-loi et un fugitif. Et bien qu'il fut élu trois fois député de la nouvelle pro-

vince qu'il avait contribué à créer, il ne put jamais siéger pour cette raison. Banni finalement en 1875, il crut trouver la paix dans une mission du Montana où il enseignait aux jeunes Métis, dont il jugeait la situation encore plus pénible que ceux du Canada. Il fut même naturalisé citoyen américain en 1883.

C'est dans cette retraite qu'une délégation de Métis de la future Saskatchewan vint le prier instamment de revenir les aider. Ceux qui, après le premier soulèvement, avaient été repoussés plus à l'ouest, dépossédés de leurs terres par la force militaire et la duperie des spéculateurs fonciers. Mais lâchés par le clergé, comme le furent les Patriotes de 37-38, dérisoirement armés devant des troupes démesurément plus nombreuses et mieux équipées, les Métis couraient désormais vers l'extermination.

Et ainsi fut réalisé le rêve du premier ministre Macdonald, de les contenir par la force «jusqu'à ce qu'ils soient submergés par le flot des colons», lui qui avait délibérément grossi l'ampleur des soulèvements pour amener

le parlement canadien à voter de nouveaux crédits pour la construction du chemin de fer.

Riel était-il fou, comme ses avocats l'ont soutenu au procès? Lui-même a démolie cette hypothèse dans son adresse aux jurés qu'il a fortement impressionnés, quoiqu'ils fussent tous unilingues anglais et notoirement anti-métis. Ses logorrhées religieuses donnent plus d'une fois l'envie de lancer le livre à bout de bras, et il eut été plus cohérent, après l'appel aux armes, de se présenter devant les troupes fédérales avec un fusil plutôt qu'un crucifix! Mais l'instant d'après, on est repris par la justesse de ses analyses politiques, par la modernité de sa vision du Canada, par l'indéfectible fidélité au peuple métis, quoi qu'il lui en ait coûté. Lui qui aurait pu prendre place parmi les grands de la Confédération naissante a préféré mourir pendu, comme huit chefs indiens avec qui il partageait la même indépendance d'esprit. Pacifiste avant le mot, révolutionnaire aussi, il demeure une énigme aussi compliquée que le Canada lui-même.

Guy Ferland

De adicated

«Il y a quelque chose de religieux dans cette musique qui atteint des moments sublimes dans l'hystérie. Chaque morceau porte son sens prédicateur où s'exprime une des grandes vérités de la révolution culturelle.» Citation d'**Edgar Morin**, extraite du livre *Protest Song* de **Marie-Hélène Fraïssé** (Seighers 1973).



Cette belle époque où musique et révolution culturelle allaient de pair!

L'album *De adicated*, comme son titre l'indique très bien, est une dédicace à une noble cause, la protection des forêts tropicales, et à un grand groupe, **Grateful Dead**. Au cours des vingt-cinq dernières années, la bande de l'auteur, compositeur, interprète et guitariste **Jerry Garcia**, figure dominante et charismatique de cette formation de **San Francisco**, nous a légué de véritables bijoux d'écriture et de musique dont *Ripple*, *Truckin'* et *Ship of Fools*, certainement parmi les chansons les plus connues de leur héritage musical fabuleux.

Mais voilà, durant cette longue, fructueuse, mais aussi inégale carrière, les pièces de **Grateful Dead** n'ont pratiquement pas joué à la radio. Aussi, ce groupe a pu enregistrer des albums et se produire en spectacle grâce à ses fidèles, les **Deadheads**, qui ont suivi à la piste les moindres manifestations de ces musiciens brillants, écologistes, humanistes et pacifistes.

C'est ainsi que deux producteurs, **Ralph Sall** et **Roy Loff**, ont voulu corriger l'injustice historique créée à leur endroit en demandant à des artistes fort populaires par les temps qui

courent, de revisiter l'oeuvre de **Jerry Garcia**, **Robert Hunter**, **Bob Weir**, **Phil Lesh**, **Bill Kreutzmann**, **Mickey Hart**, **Ron McKernan**, **Brent Mydland** et autres membres permanents ou passagers du groupe.

Dans l'ensemble, et à quelques exceptions près, on peut dire mission accomplie. On a en effet réussi à nous faire redécouvrir des classiques de **Grateful Dead**, tout en respectant l'atmosphère et l'esprit des compositions originales. C'est vrai pour *Bertha*, *Jack Straw*, *Ship of Fools*, *China Doll* / *Cassidy*, *Truckin'*,

Casey Jones, *Uncle John's Band*, *Friend of the Devil*, *To Lay me Down* et *Wharf Rat*, qui ont respectivement été interprétées par **Los Lobos**, **Bruce Hornsby and the Range**, **Elvis Costello**, **Suzanne Vega**, **Dwight Yoakam**, **Warren Zevon and David Lindley**, **Indigo Girls**, **Lyle Lovett**, **Cowboy Junkies** et **Midnight Oil**. Cependant, la version de ce grand morceau qu'est *Ripple*, rendue par **Jane's Addiction**, est décevante. On aurait aussi pu trouver d'autres artistes pour *U.S. Blues* et *Estimated Prophet*, des pièces jouées par **The Harshed Mellows** et **Burning Spear**, ou s'en passer.

Enfin, une partie importante des bénéfices tirés des ventes de l'album sera versée à deux organisations qui militent en faveur de l'élimination — ou du moins de la réduction — des pluies acides qui endommagent les forêts tropicales, les poumons de la planète. Il s'agit de **Rainforest Action Network** et **Cultural Survival**, qui estiment que le maintien des ressources naturelles de la terre doit tenir compte de la rencontre des besoins socio-économiques des peuples qui vivent des produits des forêts.

Michel Crête

The Tragically Hip

Road Apple, du groupe ontarien **Tragically Hip**, a été l'une des belles surprises de 1991 dans le merveilleux monde du rock. Ce troisième disque des **Hip** se démarque de la production habituelle par sa vigueur, son énergie et son originalité. Un peu à la manière des **Doors** et des **Rolling Stones**, *Road Apple* est empreint de cette vitalité qui caractérise les albums

Live, bien qu'il ait été enregistré en studio, plus précisément dans le quartier français de la Nouvelle-Orléans.

Ce qui frappe surtout chez les **Tragically Hip**, c'est l'intensité avec laquelle chante **Gordon Downie**, en particulier sur *Fight*, *Cordelia*, *The Luxury*, et le blues *Long Time Running*. J'aime bien également les guitares de **Paul Langlois**

et **Bobby Baker**, qui démontrent une fois de plus que les meilleurs solos ne sont pas toujours les plus rapides. La réalisation de **Don Smith**, qui a également travaillé avec **U2**, **Tom Petty** et les **Traveling Wilburys**, n'est sûrement pas étrangère au ton qu'on a donné au disque.

Louis-Serge Houle

Qu'y a-t-il de commun, demanderez-vous à bon droit, entre Victor-Emmanuel de Savoie et la Louisiane? Entre les députés à l'Assemblée nationale et les caissières de supermarchés? Entre M. Claude Castonguay et Mme Dorothy Dobbie? Entre Olivier Guimond et Westmount-en-bas? Des sièges. Toutes sortes de sièges.

Descendant (!) des rois d'Italie qui portèrent le même nom,

Victor-Emmanuel n'aspire plus, sérieusement en tout cas, à occuper à nouveau le siège royal abandonné dans la honte par son grand-père, qui avait décidé d'un peu trop flirté avec le fascisme. C'est plutôt sur le banc qu'il se retrouve, celui des accusés. Treize ans après avoir abattu un touriste qui le dérangeait.

En Louisiane, par ailleurs, le siège de gouverneur de l'État est en jeu le 16 novembre. À une autre époque, face au choix qui s'offre à l'électorat, on aurait dit qu'il était confronté à un dilemme cornélien. Le magazine *Time* parle plutôt d'un choix entre la strychnine et l'arsenic. Le candidat républicain, David Duke, était Grand sorcier du Ku Klux Klan il n'y a pas dix ans. Le candidat démocrate, Edwin Edwards, condamné pour corruption et détournement de fonds, est un gambler impénitent. Dire que c'est dans ce coin de la planète qu'on décide de ce que sera le Nouvel Ordre Mondial... De quoi tomber en bas de son siège!

Et Gilles Lesage, du journal *Le Devoir*, qui nous apprenait l'autre jour que nos députés n'usaient pas tellement leurs sièges bleus à l'Assemblée nationale, sous le gouvernement de Robert Bourassa... D'ordinaire, on siège 18 heures et demie par semaine. (Sauf, bien sûr, quand il faut adopter des lois spéciales contre les travailleuses et les travailleurs.) Depuis la reprise des "travaux", on y a travaillé 16 heures et demie, 14 heures et 13 heures. Rien,

on en conviendra, qui soit de nature à garder un siège au chaud.

En 1970, à Westmount, nombreux étaient les habitués des sièges sociaux dont l'armée surveillait les résidences de luxe. Les plus jeunes auront manqué un grand moment d'humour caustique à l'émission *Bye Bye 70*, quand Olivier Guimond, soldat de l'armée canadienne, indiquait au riche anglophone dont il avait la garde, la nuit de Noël, qu'il restait loin, en bas, là où vacillaient quelques faibles lumières.

Vingt ans plus tard, il n'y a pas grand-chose qui ait changé. Dans *Le Devoir* du 12 novembre, Isabelle Paré faisait état d'un rapport du

DSC de l'hôpital de Verdun. À Westmount-en-haut, on peut espérer vivre jusqu'à 80 ans. En bas de la côte, à Pointe-Saint-Charles et à Saint-Henri, après 67 ans, on vit en overtime. Le tiers monde, ça ressemble à ça.

Et si madame Dobbie était un homme? Ce n'est pas qu'elle ait tellement impressionné, mais pourquoi insister pour qu'elle soit la seule à être blâmée pour les embardées du bazou canadien qui, de Spicer en Manitoba, n'en finit plus de prendre le clos? C'est que M. Castonguay, lui, est un vrai homme. Un homme d'affaires, qui s'est gonflé une réputation en siégeant à des conseils d'administration. Il a fini par aboutir — une expression utilisée aussi dans le cas de furoncles qui arrivent à terme — au Sénat, où il occupe un siège.

Quelle misère, Seigneur, pour tant de sièges avariés!

Et pendant ce temps-là, les caissières de supermarchés, contrairement à ce qui se fait dans la plupart des pays civilisés, n'ont toujours pas de sièges adéquats pour accomplir leur travail. Des sièges qui seraient autrement utiles que tous ceux dont il a été question plus haut.

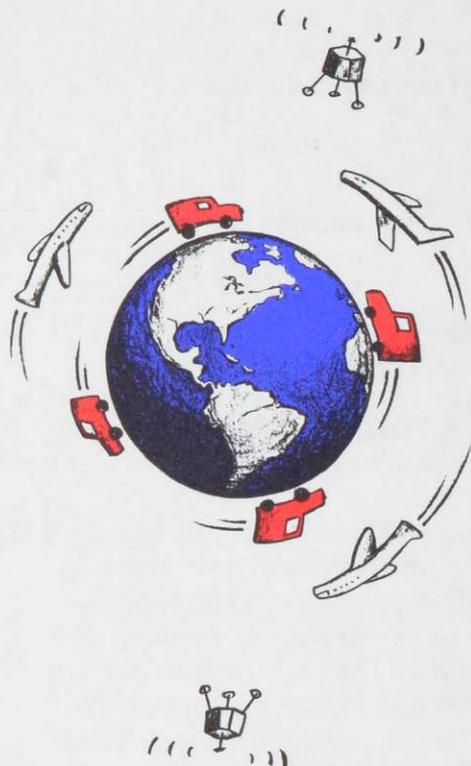
Vraiment, comme il s'en gaspille, des coups de pied au...siège!

QUESTION DE SIÈGES



Michel Rioux

LA MONDIALISATION, VOUS CONNAISSEZ?



Quand le gouvernement du Québec prête à General Motors \$110 millions sans intérêt sur 30 ans pour moderniser l'usine de Ste-Thérèse, ce qui équivaut à une subvention nette de \$200 millions, nous sommes en pleine mondialisation.

Quand le Conseil du patronat est d'accord avec cette subvention, tout en continuant à dire que l'État ne doit pas intervenir dans l'activité économique, nous sommes en pleine mondialisation.

Quand on apprend que cette subvention, dont les modalités sont demeurées secrètes, ne permet pas de garantir les emplois existants qui passeront de 3,200 à 2,500 une fois que la modernisation sera terminée, nous sommes en pleine mondialisation.

Quand on apprend aussi que les «grappes» d'entreprises sous-traitantes qui devaient surgir au Québec pour approvisionner GM en pièces s'ouvriront plutôt au Mexique, nous sommes en pleine mondialisation.

Cet exemple montre bien que les opérations de sauvetage en catastrophe ne sont pas, en elles-mêmes, une solution aux problèmes de l'emploi. Autre exemple: l'industrie du papier, qui fut longtemps un pilier de l'économie québécoise, est aujourd'hui dangereusement menacée malgré les millions que le gouvernement y a injectés il y a une quinzaine d'années.

La défense et la création des emplois se pose de plus en plus dans un contexte de compétition mondiale qui amène les syndicats à s'impliquer dans l'organisation même du travail, là où se joue la productivité et l'avenir des emplois.

Pour mieux comprendre la mondialisation de l'économie, ses répercussions sur la gestion et sur l'action syndicale, la CSN a publié une brochure intitulée «Prendre les devants dans l'organisation du travail». Un guide indispensable pour l'action syndicale dans les conditions d'aujourd'hui.

Prendre les devants dans l'organisation du travail

Pour faire face aux enjeux de notre temps

Coût: \$5 l'exemplaire plus \$1 de frais d'envoi. S'adresser au service de la documentation de la CSN, 1601 ave de Lorimier, Montréal, H2K 4M5. Tél. (514) 598-2151 Télécopieur: (514) 598-2089